

L'ALLIANCE POUR LE MULTILATÉRALISME

Quelle stratégie face au nouveau désordre mondial?

Décembre 2019

**FRIEDRICH
EBERT** 
STIFTUNG

Par Nils Schmid

Nous vivons à une heure où la carte des relations internationales décrit l'équivalent de mouvements de plaques tectoniques sur la litosphère : après avoir connu le monde bipolaire de la Guerre froide, puis, à partir de la chute du Rideau de fer, une brève période de domination principalement américaine, nous voici désormais plongés dans une ère d'instabilité, au cœur d'un nouveau désordre mondial. Malgré la diversité des causes à l'origine de cette nouvelle ère de confusion internationale généralisée, une raison principale s'impose : les Etats-Unis se détournent complètement ou en partie des institutions internationales, piliers du multilatéralisme, qu'ils ont pourtant jadis eux-même contribué à fonder.

Un président imprévisible occupe le Bureau ovale, préférant agir seul plutôt qu'en concertation avec ses alliés. Profitant du vide politique laissé par le retrait des Etats-Unis qui occupaient jusqu'alors le rôle de gendarme du monde, la Russie accroît dans le même temps sa zone d'influence dans les pays limitrophes et menace notre architecture de sécurité européenne par une politique étrangère agressive. Porté par son essor économique des dernières décennies, l'empire du Milieu, le géant chinois, entend quant à lui défendre ses intérêts à l'échelle internationale comme acteur à part entière.

Le danger d'une escalade entre les grandes puissances devient toujours plus pressant. A l'éventualité d'un conflit entre grandes puissances s'ajoute la montée en force de partis politiques nationalistes et populistes dans des pays de moindre importance, y compris dans la partie occidentale du globe. « Imposer ses propres intérêts au mépris des autres », tel pourrait être le véritable slogan politique des Trump, Xi, Poutine, Bolsonaro et autres « hommes forts » de ces pays frappés par le populisme. Pas de quoi créer les conditions favorables à une coopération internationale placée sous le signe du multilatéralisme.

L'Allemagne a su tirer profit, comme nul autre pays, de la stabilité de l'ordre mondial durant les dernières décennies. Economie exportatrice, l'Allemagne doit aussi son succès à l'essor du commerce international et au respect de règles et

de normes internationales à travers le monde. Condition nécessaire, la libre circulation des biens n'est cependant pas une condition suffisante pour les performances économiques de l'Allemagne : celles-ci requièrent également une libre circulation mondiale d'idées, de savoirs, de données et de capitaux. Puissance moyenne au cœur de l'Europe, l'Allemagne ne saurait faire valoir ses propres intérêts nationaux sur la scène internationale autrement qu'en concertation avec les autres Etats.

Que l'on parle du dérèglement climatique, du terrorisme international ou des opportunités et dangers conjoints que représentent l'essor du numérique et les flux migratoires, un tour d'horizon des principaux défis transnationaux du 21ème siècle n'admet d'autre conclusion que celle-ci : seule la coopération internationale permettra de résoudre ces défis. Le maintien d'un ordre international fondé sur des règles et des normes, associé au renforcement de la coopération fondée sur les principes du multilatéralisme sont donc les missions clés de la politique étrangère allemande.

Une politique étrangère sociale-démocrate est une politique de la paix en faveur de la compréhension entre les peuples et du dialogue entre les Etats. Le succès de cette politique passe nécessairement par la coopération avec les autres pays, car c'est dans l'union qu'émerge la paix, pas dans l'affrontement. Une politique étrangère sociale-démocrate défend des conditions équitables dans les échanges commerciaux internationaux et une mondialisation soucieuse du développement durable ; elle promeut le désarmement, la non-prolifération nucléaire et un contrôle des exportations d'armes ; enfin, elle défend les valeurs démocratiques et les droits de l'homme à travers le monde.

Pour nous, sociaux-démocrates, la coopération internationale et le multilatéralisme ne sont pas qu'un instrument mais le socle de notre ADN en matière de politique étrangère, raison pour laquelle nous pouvons défendre le maintien du multilatéralisme avec une vraie force de conviction. A cet égard, il est parfaitement logique que les sociaux-démocrates aient

apporté leur soutien plein et entier, sur la scène intérieure et dans le monde, à « l'Alliance pour le multilatéralisme », initiative lancée depuis le discours du ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, devant la Conférence des ambassadeurs en 2018. Dans ce contexte, la nomination prochaine d'un social-démocrate, Joseph Borrell, au poste de Haut représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, a de quoi nous réjouir.

L'évènement conjointement organisé en septembre dernier par la France et l'Allemagne dans le cadre cette « Alliance pour le multilatéralisme », en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, a montré que cette initiative tombait à point nommé : pas moins d'une cinquantaine de ministres des Affaires étrangères ont participé à cette rencontre et sont tombés d'accord sur des démarches concrètes à engager portant sur les principaux défis d'avenir, comme les menaces sécuritaires liées au dérèglement climatique ou le contrôle de système d'armes létales autonomes.

« L'Alliance pour le multilatéralisme » a envoyé un signal fort en visant à la fois au maintien des institutions et conventions internationales existantes, mais également à leur réforme. Cette urgente nécessité de réforme vaut pour de nombreuses organisations multilatérales, comme les Nations Unies ou l'Organisation mondiale du commerce, dont l'efficacité et la représentativité appellent d'importantes corrections.

Jusqu'à maintenant, cette initiative d'une « Alliance pour le multilatéralisme » est un succès. Pour pérenniser ce succès, deux angles d'approche doivent être adoptés, combinant un multilatéralisme à la fois pragmatique et progressiste. Tout d'abord, la résolution des défis majeurs de la mondialisation rend nécessaire le soutien du plus grand nombre possible d'Etats, ce qui implique la coopération avec certains Etats dont l'intégralité des vues et des valeurs ne coïncide pas avec celles de la social-démocratie. Le caractère non-exclusif de « l'Alliance pour le multilatéralisme » était à juste titre au fondement de cette initiative. Cette approche pragmatique a porté ses fruits avec le franc succès qu'a représenté l'Accord de Paris sur le climat, également soutenu par des Etats tels que la Russie ou la Chine.

Ensuite, « l'Alliance pour le multilatéralisme » doit également s'appuyer sur un réseau de coalitions entre Etats en phase avec une politique étrangère d'inspiration sociale-démocrate, défenseurs d'un multilatéralisme ambitieux et progressiste, tels que la France ou le Canada. La coopération avec ces Etats tentera de remplir le vide politique laissé par le retrait des Etats-Unis de certains de leurs engagements multilatéraux. C'est en concertation avec ces Etats que les sociaux-démocrates doivent se positionner sur de nouvelles thématiques nécessitant en particulier une réglementation internationale, notamment dans le domaine de l'armement et de la cybersécurité.

Il nous revient d'établir des pôles du multilatéralisme dont le rayonnement serait susceptible d'attirer les autres pays. Dans cette perspective, les institutions internationales préexistantes telles que les Nations Unies ou l'Union européenne doivent

être renforcées. A l'initiative de cette « Alliance pour le multilatéralisme », l'Allemagne fait figure de précurseur et se tient en première ligne. A ce titre, la cohérence de notre politique étrangère conditionne la crédibilité de l'Allemagne et sa force de conviction pour attirer d'autres Etats dans le giron du multilatéralisme.

S'il convient de faire avancer « l'Alliance pour le multilatéralisme » à l'échelle internationale, des progrès sont également attendus au niveau national en Allemagne : selon les résultats d'une étude commandée par la Fondation Körber, deux tiers des Allemands ignorent la signification du concept de multilatéralisme. Ces résultats sont une invitation supplémentaire à rendre plus intelligible le contenu de la politique étrangère défendue par le SPD. Mais le danger le plus inquiétant provient de la montée en puissance des partis nationalistes et populistes qui exigent haut et fort du gouvernement qu'il impose les intérêts de l'Allemagne sur la scène internationale – tout en attisant les peurs suscitées par les défis de la mondialisation.

Il nous incombe de prouver que seule la coopération multilatérale est à même de résoudre ces défis. Chaque succès diplomatique notable – comme par exemple la signature du Pacte mondial pour les migrations sûres, ordonnées et régulières, ou de l'Accord de Paris sur le climat – doit donc mobiliser une stratégie de communication plus efficace.

Le multilatéralisme et la social-démocratie sont deux avancées historiques étroitement liées l'une à l'autre, toutes deux soumises aujourd'hui à rude épreuve. Les problématiques actuelles de la mondialisation démontrent sans détour l'impérieuse nécessité d'une coopération multilatérale fondée sur des convictions sociales-démocrates innovantes, soulignées dès 1973 par Willy Brandt, alors premier chancelier allemand à se présenter à la tribune des Nations Unies : « Dans un monde où l'un est toujours plus tributaire de l'autre, et l'autre toujours plus dépendant de l'un, la politique de la paix ne saurait se limiter aux frontières domestiques. De modestes avancées, comme le prouve l'expérience, peuvent mener loin ... La nation ne trouve plus de garantie pour sa pérennité dans une conception isolationniste de la souveraineté. [...] Nous avons besoin de l'Autre, nous avons besoin des autres ; nous avons besoin d'une communauté élargie qui nous garantisse la paix et la sécurité, conditions de notre liberté. »

L'article a été publié en novembre 2019 dans le IPG-Journal sous le titre **« Gegen nationale Alleingänge. Die Allianz der Multilateralisten trotz der Weltunordnung. Dabei muss sie ebenso pragmatisch wie progressiv agieren »**

L'AUTEUR

Nils Schmid est député au Bundestag et porte-parole pour les questions de politique étrangère du groupe parlementaire du SPD.

CONTACT

Friedrich-Ebert-Stiftung e. V.

41 bis, bd. de la Tour-Maubourg

75007 Paris | France

www.fesparis.org

fes@fesparis.org

La Fondation Friedrich-Ebert (FES) est une fondation politique dont l'action est guidée par les valeurs fondamentales de la social-démocratie : la liberté, la justice et la solidarité. Organisation à but non lucratif, la FES travaille de manière autonome et indépendante.

La FES a un réseau de plus de 100 bureaux dans le monde et de 15 bureaux régionaux en Allemagne.

Le bureau parisien de la FES a été fondé en 1985. Il a pour objectif de renforcer le dialogue franco-allemand entre les acteurs de la société civile et les décideurs politiques.

Autres publications de la FES Paris à télécharger sur le site <http://fesparis.org/publications.html> :

Köpping, Petra

Comment enfin faire de l'unité allemande une réalité

Krumm, Reinhard; Dienes, Alexandra; Weiß, Simon

Cavalier seul ou allié?

Les alliances dans une ère d'incertitudes diplomatiques

Gatz, Christopher

Le plafonnement de loyers

Une mesure efficace pour répondre à la crise du logement

Fink, Philipp; Henricke, Martin; Tiemann, Heinrich

Une Allemagne inégalitaire

Rapport sur les disparités socio-économiques 2019

Gatz, Christopher

Le climat: un sujet à risque sur le plan électoral

Changement climatique, énergie et environnement

Scherrer, Peter; Kowalsky, Wolfgang

Pour ou contre l'Europe? Là n'est pas la question

Les élections européennes ne sauraient être l'arène dans laquelle s'affronteront pro- et anti-européens

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES.

L'utilisation commerciale des publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la FES.